

L'Humanité, 30 juin 2000
**José Bové : « Tout le monde se retrouve face
à la logique des multinationales. »**

A l'ouverture du procès de Millau, nous avons interrogé le porte-parole de la Confédération paysanne sur l'état d'esprit qui est le sien. Il nous confie ses réflexions sur le sens de son engagement.

DE NOTRE CORRESPONDANT RÉGIONAL PERMANENT.

Vous espérez que ce procès permettra d'aborder un débat de fond sur le rôle de l'OMC, et sur les raisons revendicatives qui ont conduit à l'initiative syndicale d'août dernier contre la mondialisation libérale et la dictature des marchés. Pourtant, selon le réquisitoire du procureur de la République, votre action de syndicaliste se réduirait à celle d'un « meneur » donnant des directives contre un restaurant McDonald's à de « simples exécutants aux ordres de leur chef ». Comment réagissez-vous?

José Bové. La justice veut d'emblée jeter le discrédit et tenter de diviser. Le réquisitoire déjà donne la sanction. Traiter les prévenus, des militants tous engagés dans des combats syndicaux ou associatifs, de casseurs ou d'agitateurs, c'est grossier et déjà connu. Nous étions trois cents manifestants le 12 août devant le McDo de Millau. Tous ont expliqué par écrit leur participation au mouvement et se sont déclarés responsables. La justice en a sélectionné dix. Les combats pacifistes menés ici depuis de longues années prouvent qu'il n'y a pas besoin de meneurs. Les militants sont nombreux et responsables. Beaucoup de magistrats ont besoin de se recycler. Ils ont une conception archaïque et dangereuse des organisations syndicales, des actions revendicatives et des mouvements sociaux...

Vous dénoncez aussi la criminalisation grandissante de l'action revendicative.

José Bové. Effectivement. Nous assistons depuis deux à trois ans à une montée en puissance de la gestion des conflits sociaux par les tribunaux. Des organisations d'agriculteurs comme la Confédération paysanne ou des syndicats de salariés et leurs militants se retrouvent dans le box des accusés pour des faits syndicaux. La Confédération paysanne est mise systématiquement en examen pour les actions menées contre les organismes génétiquement modifiés, à travers la destruction de parcelles. En septembre dernier, des militants de l'Aveyron sont passés devant le tribunal pour s'être enfermés dans la préfecture avec des membres du cabinet du ministère de l'Agriculture. C'est un comble.

C'est toute une conception de la justice que vous remettez en cause?

José Bové. Il me semble que la justice fonctionne un peu aujourd'hui comme le bras armé d'une forme de société où le conflit social devient lui-même, à ses yeux, un acte illégal ou de droit commun. On voudrait nous conduire dans une situation où seul le défilé et la pétition seraient autorisés. On veut nous enfermer dans l'interdiction pure et simple d'organiser des rapports de force. Si nous n'y prenons garde, des syndicalistes pourraient bientôt être placés devant les tribunaux pour fait de grève. C'est une situation dangereuse due à la fois à une dérive de certains juges, et à l'absence d'une ligne claire du ministère sur la conception de la justice en France. Nous avons l'impression que l'objectif est de vouloir juger toute la petite délinquance afin d'atteindre une tolérance zéro sur les petits délits comme sur les conflits sociaux. En revanche, rien n'est fait sur la grande délinquance qui blanchit des milliards de francs des trafics financiers ou autres... Il y a aujourd'hui deux poids et deux mesures. Nous risquons d'entrer dans un système à l'américaine, où la gestion de la pauvreté et d'une société de plus en plus duale se tranche par la répression et l'incarcération. Je place un peu sur le même pied la situation vécue par des syndicalistes et celle subie par des gens exclus, des jeunes, des sans-papiers...

Alors que, comme vous venez de le dire, la grande délinquance au niveau mondial est épargnée et que les groupes multinationaux cherchent à outrepasser les lois... Pouvez-vous préciser?

José Bové. Ça va même plus loin. La seule loi qui existe pour ces grands groupes est celle de l'OMC qui, en fait, couvre la logique des monopoles. Dans le même temps —on l'a vu avec le projet de l'OCDE pour l'AMI—, l'Organisation mondiale du commerce veut ouvrir la possibilité pour les

grandes entreprises de passer au-dessus des États et des législations nationales. Ils peuvent même obtenir la condamnation de pays qui ne laissent pas la liberté totale aux déplacements de capitaux et aux choix d'investissements. C'est une situation tout à fait paradoxale, dans laquelle les problèmes et les enjeux posés se situent au niveau international. Une idéologie prend aujourd'hui le dessus. Elle veut imposer l'idée que tout ce qui empêche la circulation de la marchandise et de l'argent doit disparaître. La promotion de valeurs différentes devient à leurs yeux, délictueuse, car la loi supérieure devrait devenir celle du marché.

Une mondialisation capitaliste qui entraîne des incidences quotidiennes dans l'activité revendicative et la vie des gens au travail.

José Bové. Cette idéologie dominante de la croissance pour la croissance, de la loi de l'argent, conduit les salariés, lors de conflits dans les entreprises, à s'interroger pour savoir qui est véritablement le patron. Les salariés sont contraints de passer à l'action, sous toutes ses formes, car il n'y a pas d'autres moyens face à l'absence d'interlocuteurs directs. Cela pousse à une crispation du système face à des dirigeants qui ouvrent le parapluie et répètent sans cesse: «Ce n'est pas moi qui décide, ce sont les fonds de pension, les actionnaires... » La situation s'exacerbe avec ces gens qui se disent contraints de prendre des mesures graves contre les salariés, contre les sites d'activité, pour répondre à la seule exigence des actionnaires. Celle d'une rentabilisation financière à des taux de l'ordre de 15%. Les femmes et les hommes au travail, alors, ne comptent plus. Ils deviennent une charge aux yeux des actionnaires, et non une valeur positive. À partir du moment où les personnes sont dégradées parce qu'elles sont au chômage, ou immigrées, il s'agit, dans une conception contestable de société, de gommer tous ceux qui ne sont pas dans la norme, et qui contestent le système.

Vous insistez sur le besoin aujourd'hui dans le mouvement social en France, et celui qui se dessine à l'échelle planétaire, de dépasser tous les corporatismes. Qu'entendez-vous par là ?

José Bové. En tant qu'organisation paysanne dans un monde agricole qui ne représente plus que cinq pour cent de la population active, il est difficile à nous seuls de changer la situation. De plus, notre travail sert à nourrir le reste de la population. L'agriculture fonctionne aujourd'hui avec un système d'aide organisée au niveau européen. La forme d'agriculture et le type d'alimentation sont liés à une façon de répartir les aides constituées par des impôts. Pour nous donc, il va de soi que la

situation n'évoluera pas pour les gens et le milieu paysan sans que l'ensemble des citoyens participent à la bagarre. De plus, les conflits auxquels nous assistons aujourd'hui face aux entreprises multinationales, face à des organisations et des institutions internationales comme l'OMC, le FMI ou la Banque mondiale, concernent en fait toutes les catégories sociales. Des luttes s'engagent par exemple au Brésil ou en Afrique sur des questions de terre, face à des multinationales en Inde, au Canada ou en France. Dans les entreprises, des gens sont licenciés parce que c'est plus rentable de déplacer des usines ailleurs. Tout le monde, à partir de situations propres, se retrouve face à la même logique économique des multinationales et des institutions internationales. La riposte passe par une modification de ces institutions internationales, une réorientation complète de leur rôle, ou la création de nouvelles. Il n'y a pas de divergences sur ces points. De plus en plus de personnes constatent que les problèmes peuvent de moins en moins trouver solution s'ils ne sont pas analysés dans leur globalité. Des difficultés d'emploi dans une industrie ne seront pas résolues si on ne réfléchit pas dans le même temps sur les enjeux d'environnement, sur les droits sociaux à obtenir. C'est pourquoi, à Seattle, nous avons pu nous retrouver aussi bien avec des écologistes, des sidérurgistes américains, des paysans, des consommateurs, pour défendre une autre conception de la mondialisation. Le combat s'est internationalisé. Chacun est victime, d'un bout à l'autre de la planète. S'ils licencient des personnes d'un côté, c'est pour en asservir d'autres, ailleurs. Une nouvelle façon d'agir efficacement passe par des contacts à la base entre organisations, entre gens, avec des objectifs précis qui ne sont pas forcément des objectifs de transformation du jour au lendemain de la société. À partir de victoires concrètes peut s'engager le processus de transformation. C'est dans ce sens aussi que nous devons concevoir le rassemblement de Millau.

PROPOS RECUEILLIS
PAR ALAIN RAYNAL